MTL. L.4595/2.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
30 VI 1955
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 17 janvier 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse", a donné le 8 juin 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e Januari 1955 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, van de wet van 1 Augustus 1899 houdende herziening der wetgeving en der reglementen op de politie van het vervoer en van de beslui wet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap", heeft de 8e Juni 1955 het volgend advies gegeven :

Corrections aux pages 4 et 7 faites conformément aux indications verbales faites donnés le 9 juillet 1955 par la Section

L'avant-projet a pour objet, ainsi qu'il est dit à l'exposé des motifs, "d'assurer mieux la sécurité de la circulation routière".

A cette fin, il renforce la répression des infractions qui sont la cause des accidents de roulage lorsqu'elles ont été commises par des conducteurs qui ont consommé des boissons alcooliques avec excès.

Il érige en infraction distincte le fait pour le conducteur d'un véhicule de circuler sur la voie publique alors que l'analyse de son sang révèle la présence d'une quantité d'alcool égale ou supérieure au taux de 1,5 gramme pour mille.

Il augmente les peines qui frappent l'auteur d'un accident de roulage lorsqu'il se trouve en état d'ivresse, au sens traditionnel de l'expression.

Il institue, à cet effet, l'obligation pour l'auteur présumé de l'accident de se soumettre à une prise de sang. Il subordonne, toutefois, le prélèvement sanguin à certaines conditions. Il ne pourra y être procédé qu'en cas d'accident de roulage et seulement s'il y a des indices sérieux d'ivresse au volant ou d'intoxication alcoolique, indices qui doivent être consignés dans l'indispensable procès-verbal.

L'avant-projet frappe avec plus de sévérité l'auteur du délit de fuite qui a causé à autrui des coups, des blessures ou la mort.

./...

Enfin, l'avant-projet complète le Code d'instruction criminelle de manière à permettre, en cas de flagrant crime ou délit, des constatations médicales relatives à l'ivresse.

Pour ce faire, il recourt aux mesures législatives ci-après :

1° Il introduit, dans l'arsenal des mesures d'instruction que le Code d'instruction criminelle met à la disposition des organes de la justice et de ses auxiliaires, le prélèvement sanguin opéré par un médecin pour constater l'ivresse.

2° Il transfère au juge correctionnel la compétence en matière de délit de fuite lorsque l'auteur a causé ou occasionné un accident ayant entraîné pour autrui des coups, des blessures ou la mort, même si l'accident ne lui est pas imputable. Ainsi, il pourra être délivré mandat d'arrêt du chef de délit de fuite. L'avant-projet renforce en outre les peines qui frappent le délit de fuite en pareil cas.

3° Il modifie et complète la loi sur le roulage en renforçant les peines qui sanctionnent ses dispositions et les règlements pris en exécution de cette loi, notamment en ce qui concerne la sanction de la déchéance du droit de conduire un véhicule.

4° Il introduit dans l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse une infraction nouvelle : "l'intoxication alcoolique".

./...

Il renforce les sanctions prévues par cet arrêté-loi à l'égard du conducteur d'un véhicule qui se trouve en état d'ivresse, au sens donné à cette notion par la jurisprudence.

Il autorise, dans les cas qu'il détermine, les fonctionnaires ou agents visés à l'article 15 de l'arrêté-loi à faire procéder par un médecin à un prélèvement de sang sur le "délinquant".

Il sanctionne des peines prévues pour la répression de l'intoxication alcoolique le refus, sauf motif légitime, de laisser procéder à ce prélèvement.

+

+ +

L'organisation légale du prélèvement sanguin ne constitue point une réforme anodine.

Il s'agit, à toute évidence, d'une mesure plus grave et d'autre nature que le prélèvement d'empreintes digitales. Toute atteinte, fût-elle légère, à la personne physique soulève, au reste, un problème de principe. Si l'article 7 de la Constitution garantit la liberté individuelle, le droit naturel érige sans nul doute en règle l'intégrité de la personne humaine et la proscription des atteintes qui y seraient portées.

On ne peut cependant méconnaître que "la constatation quotidienne du danger que présente l'intoxication alcoolique associée à la conduite des véhicules rapides

./...

et les conséquences graves qu'elle entraîne" justifient des mesures d'investigation et de répression appropriées. Plusieurs législations étrangères les ont déjà acceptées. Deux réserves importantes sont d'ailleurs admises par le projet. D'une part, il ne peut jamais être procédé, par la contrainte, au prélèvement sanguin envisagé. D'autre part, le refus de l'intéressé à s'y soumettre n'est réprimé que si ce refus est opposé "sans motif légitime".

Ces considérations s'ajoutent aux arguments déduits de certaines dispositions qui ont déjà imposé, dans un intérêt public prééminent, certains fléchissements à la règle de l'inviolabilité de la personne humaine. On citera, à cet égard, l'arrêté-loi du 24 janvier 1945 relatif à la prophylaxie des affections vénériennes lequel enjoint aux personnes malades de se soumettre à un traitement qui implique non seulement des prises de sang, mais encore des injections intraveineuses.

Il n'en est pas moins vrai que l'institution de toute mesure de cet ordre appellera chaque fois un examen particulier et scrupuleux. La découverte des délinquants coupables d'avoir consommé des boissons alcooliques avec excès est acceptable dans les formes et sous les garanties où elle aurait lieu désormais. Mais on ne saurait concevoir qu'elle servît d'exemple ou de précédent à l'institution d'autres épreuves qui, ayant pour objet de rechercher les auteurs d'infractions, mettraient en danger le respect de la personne humaine.

+

+ +

L'avant-projet, pour réaliser la réforme qu'il envisage, introduit toutes les dispositions relatives à l'ivresse et à l'intoxication alcoolique, dans l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 qu'il complète et modifie.

Il paraît plus logique et plus pratique à la fois d'insérer les dispositions qui concernent l'état d'intoxication alcoolique et l'état d'ivresse manifestés lors d'accidents de roulage, dans la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage, pour les raisons ci-après:

1. L'arrêté-loi du 14 novembre 1939, dans son état actuel, réprime le délit d'ivresse publique et les délits qui se rattachent à l'état d'ivresse. L'article 3 prévoit et réprime le délit d'ivresse au volant, et l'article 10 prévoit la peine accessoire de la déchéance, soit temporaire, soit définitive, comme conséquence possible de toute condamnation portée en exécution de l'arrêté-loi. Dans ce système de l'arrêté-loi, le délit d'ivresse au volant est donc l'un des aspects de la répression de l'ivresse publique.

En revanche le projet consacre à l'ivresse au volant la plupart de ses dispositions. Aussi bien la matière de l'ivresse au volant relève plus de la matière du roulage que de celle de l'ivresse; ce n'est pas tant le danger que l'état d'ivresse en général fait courir aux tiers qui est la ratio legis en matière d'ivresse au volant, que les dangers beaucoup plus spécifiques que l'ivresse au volant fait courir aux usagers de la route. L'ivresse au volant est beaucoup plus un délit de roulage qu'un délit d'ivresse.

./...

2. L'article 2 de la loi du 1er août 1924 prévoit la déchéance du droit de conduire contre le coupable d'une infraction de roulage qui se trouverait en état au moment des faits.

Cette disposition n'a pas été introduite dans la législation sur l'ivresse mais dans l'article 2 de la loi du 1er août 1899 relative à la police du roulage.

3. L'exposé des motifs attribue à la matière du roulage une importance prépondérante en invoquant le "danger créé par le conducteur d'un véhicule qui consomme des boissons alcooliques avec excès" et la nécessité de ne rien négliger pour assurer la sécurité de la circulation routière.

4. La déchéance du droit de conduire, encore qu'elle constitue une des peines, et non la moindre, qui réprime des infractions commises en état d'ivresse ou d'intoxication alcoolique, est une sanction qui concerne exclusivement la circulation routière.

5. La lecture des articles 10, 10bis et 10ter que l'avant-projet introduit dans l'arrêté-loi de 1939 montre la confusion et les difficultés d'application qui résulteraient du fait qu'une même matière serait réglée par des lois différentes. En effet, l'article 10 établit des peines qui sanctionnent l'ivresse au volant (art. 3) et l'ivresse en général (les autres articles de l'arrêté-loi de 1939).

L'article 10bis, § 1, concerne l'article 3bis qui sanctionne l'état d'ivresse de celui qui se livre à une

./...

autre occupation que la conduite d'un véhicule exigeant une prudence ou des précautions spéciales.

L'article 10bis, § 2, établit des peines relatives à la récidive des infractions prévues par l'article 1er,§§ 1 et 2 (intoxication alcoolique et refus de satisfaire à l'injonction de s'abstenir de conduire un véhicule sans se soumettre à un prélèvement sanguin) et par l'article 3 (ivresse au volant).

L'article 10ter rend applicables aux déchéances, immobilisations et confiscations prononcées en vertu de l'arrêté-loi de 1939, des dispositions de la loi du 1er août 1899.

6. Des dispositions relatives à l'ivresse sont insérées dans d'autres législations que celle qui est spécifiquement relative à l'ivresse:

Article 24 de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire.

Article 70 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 réglant l'exploitation des mines.

Article 4, C, de l'arrêté royal du 4 avril 1895 contenant règlement concernant les mesures à observer pour le transport des voyageurs sur les chemins de fer de l'Etat et les chemins de fer concédés.

Article 17, 2° et 18°, de l'arrêté royal du 24 mai 1913 contenant le règlement de police relatif à l'exploitation des chemins de fer vicinaux concédés ou à concéder par le Gouvernement.

./...

Articles 9, 5°, 11 et 12 de la loi du 5 juin 1928 portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

Article 11, 6°, de l'arrêté royal du 27 janvier 1931 édictant le règlement de police relatif à l'exploitation des tramways concédés ou à concéder par le Gouvernement.

Article 27, 3°, de la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Article 6, 6°, de l'arrêté royal du 4 janvier 1940 portant règlement de police relatif à l'exploitation des lignes de trolleybus concédés ou à concéder par le Gouvernement.

Article 17, 7°, de l'arrêté du Régent du 31 mars 1947 relatif au règlement de police concernant l'exploitation des services publics d'autobus, des services spéciaux d'autobus et des services d'autocar.

Articles 16, 1°, et 26, 4°, de l'arrêté du Régent du 20 août 1947 concernant le règlement de police relatif à l'exploitation de services de taxis ou fiacres automobiles.

7. Enfin, la législation, relative au roulage est incontestablement l'objet d'une application beaucoup plus courante que celle qui concerne la répression de l'ivresse.

Bien que l'exposé des motifs justifie le système du projet par la considération que "tout en maintenant l'autonomie de ces lois (la loi de 1889 et l'A.L. de 1939) de manière à ne pas bouleverser sans nécessité un régime législatif traditionnel auquel se rattache une abondante jurisprudence, il permet en son article 4 de coordonner les dispositions actuelles de la loi du 1er août 1899 et de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 avec les nouveaux textes qu'il y introduit", il ne paraît pas qu'il y aurait bouleversement sans nécessité en adoptant le système proposé par le Conseil d'Etat. Tout ce qui concerne le roulage serait rassemblé dans la même loi et la coordination se trouverait faite automatiquement.

Le Conseil d'Etat propose in fine un texte rédi-

EXAMEN DES ARTICLES.

L'examen des articles est présenté sans tenir compte de l'observation générale relative à la refonte des dispositions, le texte restant tel qu'il est proposé par le Gouvernement.

Article 1er.

§ 1er.

Le § 1er introduit dans le Code d'instruction criminelle une disposition nouvelle, sous la forme d'un article 44 bis, relative aux constatations qui concernent l'ivresse en cas de flagrant délit.

Si l'on s'en tient à la rédaction de cet article, on conclut que les personnes qui seront soumises à ces mesures et notamment au prélèvement sanguin qu'elles prévoient, ne pourraient pas s'y opposer.

Il résulte toutefois des déclarations du délégué du Gouvernement que celui-ci n'envisage pas le recours à la contrainte pas plus d'ailleurs qu'en ce qui concerne le prélèvement prévu par les dispositions nouvelles que l'avant-projet prévoit dans la matière spéciale de la recherche de l'intoxication alcoolique et de l'ivresse à l'occasion d'un accident de roulage.

D'ailleurs, lorsque le procureur du Roi, en cas de flagrant crime ou de flagrant délit, où le juge d'instruction requerra le prélèvement sanguin, le refus de s'y soumettre ne sera pas sanctionné.

.../...

Il en est autrement en ce qui concerne les dispositions que le projet, dans son article 3, introduit dans l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse publique, sous la forme d'un article 3^4.

Cet article, qui concerne la répression tant de l'ivresse que de l'intoxication alcoolique à l'occasion d'un accident de roulage, sanctionne le refus de se soumettre au prélèvement sanguin prévu en cette matière.

D'autre part, dans le cas de l'article 44 bis, le procureur du Roi et le juge d'instruction ne seront pas tenus par les règles prévues en matière d'accident de roulage et les garanties accordées par l'article 3^5 de la loi sur la répression de l'ivresse, savoir l'analyse du sang par un laboratoire agréé par le Roi, la possibilité d'une seconde analyse, ne sont pas prévues.

Il en résulte qu'il y aura dualité de régime : d'une part, absence de sanction en cas de refus de subir le prélèvement dans la matière de l'instruction criminelle en général; d'autre part, en la matière spéciale de la recherche de l'intoxication alcoolique et de l'ivresse en cas d'accident de roulage, érection du refus en infraction spéciale et constitution de garanties particulières pour ce qui concerne l'analyse du sang.

\+

\+ \+

.../...

L'alinéa 1er de l'article 44 bis proposé se réfère à des "constatations médicales relatives à l'ivresse" sans indiquer quelles sont les personnes qui peuvent en faire l'objet. Sera-ce le seul auteur de l'infraction ou éventuellement sa victime ou même les témoins ?

L'article 11 de la loi française du 15 avril 1954 sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui est plus précis et s'exprime ainsi :

"Les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire doivent, lors de la constatation d'un crime, d'un délit ou d'un accident de la circulation, faire procéder, sur la personne de l'auteur présumé, aux vérifications médicales, cliniques et biologiques, destinées à établir la preuve de la présence d'alcool dans son organisme, lorsqu'il semble que le crime, le délit ou l'accident a été commis ou causé sous l'empire d'un état alcoolique. Dans le cas d'accident matériel, il ne sera procédé à cet examen que si le ou les auteurs présumés semblent en état d'ivresse. Dans tous les cas où il peut être utile, cet examen est également effectué sur la victime".

Le Conseil d'Etat propose pour l'article 44 bis le texte suivant :

"Article 44 bis.

En cas de flagrant crime ou délit, le procureur du Roi pourra charger un médecin de procéder aux constatations médicales relatives à l'état d'ivresse de l'auteur présumé et au besoin de la victime de l'infraction (?) ainsi que des témoins (?) (si telle est l'intention du Gouvernement).

.../...

Il pourra en ce cas requérir un médecin de faire un prélèvement sanguin.

Le médecin prêtera le serment prescrit par l'article 44, alinéa 2.

Si l'intervention du médecin requis ne doit pas en être retardée, l'intéressé pourra y faire assister, à ses frais, un médecin de son choix".

§ 2.

Le § 2 de l'article 1er, qui soustrait à la compétence du juge de paix la connaissance des délits de fuite à l'occasion d'un accident de roulage ayant entraîné pour autrui des coups, des blessures ou la mort, règle une matière nettement distincte de celle que traite le § 1er. Il serait préférable de scinder l'article 1er de l'avant-projet et d'en faire deux articles.

Le § 2 deviendrait :

"Article 2. L'article 138, 6°, du même Code, modifié par l'arrêté royal n° 252 du 8 mars 1936, est remplacé par la disposition suivante :
"6° ... (texte du Gouvernement)..." .

Article 2.

§ 1er.

Ce paragraphe modifie l'article 2 de la loi de 1899 portant revision de la législation et des règlement sur la police du roulage.

.../...

Dans le § 1er du nouvel article 2 de la loi de 1899, l'avant-projet augmente le maximum des peines d'emprisonnement et d'amende prévu par la législation actuelle et supprime, pour le juge, la faculté de faire application des circonstances atténuantes.

L'avant-projet fait disparaître de la loi de 1899 sur le roulage les dispositions relatives à la déchéance du droit de conduire pour cause d'ivresse.

Il les introduit dans l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, conformément à l'économie du projet qui renvoie toutes les dispositions relatives à l'ivresse en matière de roulage dans cet arrêté-loi.

Le § 3 reprend, en y apportant quelques modifications, l'article 2, alinéa 6, de la loi de 1899 sur le roulage qui est relatif à la déchéance pour cause d'incapacité physique.

Le § 4 organise la revision de la décision prononçant la déchéance pour cause d'incapacité physique. On peut se demander pour quelles raisons, en matière de revision, l'avant-projet déroge au principe de la double juridiction en supprimant l'appel lorsque la déchéance a été prononcée par la juridiction de première instance.

§ 2.

Le nouvel article 2 bis n'appelle pas d'observation.

.../...

§ 3.

Article 2 ter.

L'article 2^3 pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 2ter.

Dans tous les cas où la déchéance du droit de conduire est prononcée, le juge peut la limiter aux moyens de transport qu'il indique".

\+

\+ \+

Article 2quinquiès.

L'article 2^5 prévoit que lorsque la déchéance est prononcée pour cause d'incapacité physique, elle prend cours dès le prononcé de la décision si celle-ci est contradictoire, et dès sa signification si elle est prononcée par défaut.

Cette disposition crée un régime qui déroge au droit commun en matière répressive où les recours ordinaires sont suspensifs.

Le texte du projet ne fait pas suffisamment ressortir que les effets de la décision qui prononce la déchéance pour cause d'incapacité physique, se produisent nonobstant tout recours.

Le texte ci-après traduit avec plus de précision l'intention du Gouvernement.

.../...

"Article 2 quinquiès.

La déchéance du droit de conduire prononcée pour incapacité physique du conducteur prend cours, que la décision soit ou non irrévocable, dès le prononcé de la décision si celle-ci est contradictoire, et dès sa signification si elle a été rendue par défaut.

Dans les autres cas, elle prend cours le cinquième jour suivant la date de l'avertissement donné au condamné par le ministère public.

Mention de toute décision judiciaire prononçant une déchéance du droit de conduire et de la durée de celle-ci ... (texte du projet)...".

L'automatisme immédiat de la prise de cours de la déchéance peut paraître draconien.

L'incapacité physique peut être sérieusement contestable.

S'il était dans les intentions du Gouvernement de déroger moins catégoriquement au principe du caractère suspensif des recours et de laisser au juge le pouvoir d'apprécier dans chaque espèce si la déchéance doit prendre cours immédiatement, l'article 2^5, alinéa 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"Article 2quinquiès.

Lorsque la déchéance est prononcée pour incapacité physique, le juge peut ordonner qu'elle prendra cours dès le prononcé de la décision si elle est contradictoire et dès la signification si elle a été rendue par défaut".

Article 2 sexiès.

L'article 2^6 dispose que "lorsque plusieurs déchéances ont été prononcées à charge de la même personne, elles sont cumulées".

Aux termes de l'exposé des motifs, l'article 2^6 tranche une difficulté au sujet de l'exécution de plusieurs peines de déchéance prononcées contre une même personne.

L'article 2^6 est, en effet, conçu comme s'il ne devait régir que l'exécution des peines.

Pour qu'il puisse toutefois sortir tous les effets qu'on en attend, il y a lieu de prévoir que le juge prononcera, en cas de concours matériel d'infractions, autant de peines de déchéance qu'il y a, le cas échéant, d'infractions, sans qu'il puisse faire application de la réduction de peine imposée par l'article 60 du Code pénal. L'article 2^6 devrait être rédigé en s'inspirant de l'article 64 du Code pénal qui règle le cumul des confiscations.

De plus, il va de soi que le cumul ne se conçoit que lorsqu'il concerne des déchéances du droit de conduire le même moyen de transport. Il conviendrait de le préciser.

L'article 2^6 se présenterait sous la forme suivante :

"Article 2 sexiès.

Les peines de déchéance sont toujours cumulées lorsqu'elles concernent le même moyen de transport".

Article 2 septiès.

L'article 2[7] serait rédigé plus simplement comme suit :

"Article 2septiès.

Quiconque contrevient à la déchéance prononcée contre lui est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 francs à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement. En outre, le tribunal prononce une nouvelle déchéance, soit à titre définitif, soit pour une durée de quinze jours au moins et de deux ans au plus".

Article 2 octiès.

L'article 2[8], § 1er, donne au juge la faculté de prononcer la peine de l'immobilisation temporaire lorsque l'auteur de l'infraction est propriétaire du véhicule qui a causé l'accident et que la déchéance temporaire du droit de conduire est prononcée à titre de peine. Lorsque la déchéance est définitive ou de six mois au moins, la confiscation peut être prononcée. L'immobilisation temporaire et la confiscation sont, dans ce cas, comme sous l'empire de la législation actuellement en vigueur, des peines accessoires.

Le même article donne en outre au juge la faculté de prononcer les mêmes peines lorsque le conducteur, déjà déchu du droit de conduire en vertu d'une décision antérieure, n'est pas le propriétaire du véhicule dont il s'est servi. Dans ce cas, c'est le propriétaire du véhicule qui sera frappé de l'immobilisation temporaire ou de la confiscation s'il connaissait l'état de déchéance du conducteur auquel il a confié son véhicule.

.../...

Ces peines sont prononcées sans être rattachées à une peine principale.

Encore qu'une disposition analogue figure dans la loi du 1er août 1924 (article 2) modifiant la loi du 1er août 1899 (article 2), il y a lieu d'observer que ces deux peines, dans le cas où le conducteur est le propriétaire du véhicule, sont des peines accessoires qui participent de la nature de la peine principale.

Dans le cas où le conducteur n'est pas le propriétaire, ces deux peines ne peuvent être classées. Quel sera leur sort en ce qui concerne les recours, la prescription ? Figureront-elles au casier judiciaire ?

Il serait souhaitable, pour éviter ces anomalies, d'adopter un système qui concorde mieux avec notre régime pénal en prévoyant à charge du propriétaire qui a confié son véhicule à une personne qu'il savait déchue du droit de conduire des peines principales habituelles d'emprisonnement et d'amende avec, comme peines accessoires, l'immobilisation temporaire et la confiscation.

Comme il s'agit, d'autre part, d'infractions distinctes commises de surcroît par des personnes différentes, il y a lieu de les prévoir dans des textes séparés.

L'avant-projet punit le propriétaire qui a confié son véhicule dans les conditions précisées ci-avant. Mais il n'est question, dans ce texte, ni du locataire ni du dépositaire d'un véhicule qui aurait confié celui-ci dans les mêmes conditions à un conducteur déchu. Cette lacune n'est pas sans péril. Elle pourrait énerver l'efficacité de la répression.

.../...

Le texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 2^8 élimine cet inconvénient.

L'alinéa 3 du § 1er de l'article 2^8 établit un mode particulier d'appel devant le juge du propriétaire qui a confié son véhicule à un conducteur qu'il sait déchu du droit de conduire. Or, ce propriétaire a commis une infraction puisque les peines que sont l'immobilisation temporaire (alinéa 1er) et la confiscation (alinéa 2) du véhicule peuvent être prononcées. On se demande, dès lors, pour quelles raisons l'avant-projet prévoit l'envoi d'un avertissement sous pli recommandé au propriétaire du véhicule alors qu'il serait plus conforme aux principes dans les formes prévues par la loi pour citer tout prévenu.

Le texte ci-après tient compte de ces observations :

"Article 2octies.

§ 1er. Le juge peut prononcer l'immobilisation temporaire du véhicule dans tous les cas où la déchéance temporaire du droit de conduire un véhicule est prononcée à titre de peine pour autant que le véhicule soit la propriété de l'auteur de l'infraction. La durée de cette immobilisation ne peut excéder celle de la déchéance temporaire du droit de conduire.

Il peut prononcer la confiscation du véhicule si la déchéance est définitive ou de six mois au moins.

§ 2. Toute personne qui met un véhicule à la disposition d'un conducteur qu'elle sait déchu du droit de conduire est punie de ...

.../...

Le juge peut, en outre, si le coupable est le propriétaire du véhicule, prononcer l'immobilisation temporaire ou la confiscation du véhicule selon que la déchéance frappant le conducteur est inférieure à six mois ou atteint cette durée.

§ 3. Texte du § 2 de l'avant-projet.

§ 4. Texte du § 3 de l'avant-projet".

Article 2 nonies.

En ce qui concerne l'article 2^9, l'exposé des motifs dit : "L'article 2^9 autorise les tribunaux à prononcer la peine accessoire de la déchéance même si par suite d'un concours idéal d'infractions les peines principales d'emprisonnement et d'amendes portées par la loi du 1er août 1899 ne sont pas prononcées".

Le texte de l'avant-projet ne traduit pas exactement l'intention exprimée dans l'exposé des motifs; il est trop général.

Il conviendrait de le rédiger comme suit :

"Article 2 nonies

La peine de la déchéance du droit de conduire sera prononcée conformément aux dispositions de la présente loi, même lorsque, par application de l'article 65 du Code pénal, les autres peines prévues par ces dispositions ne sont pas prononcées".

./...

Article 3 du projet.

§ 2.

L'article 3, § 2, de l'avant-projet, érige en infraction l'intoxication alcoolique, c'est-à-dire l'état du conducteur dont le sang contient 1,5 gr pour mille d'alcool.

Cette infraction est ainsi distincte de l'ivresse réprimée par l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

\+

\+ +

Au § 2 de l'article 1er nouveau, que l'avant-projet introduit dans l'arrêté-loi de 1939, les mots "s'il ne s'est pas soumis volontairement à un prélèvement sanguin" signifient "s'il s'est refusé sans motif légitime à un prélèvement sanguin". Il résulte, en effet, de l'article 3 quater que ce prélèvement ne peut être effectué contre la volonté de celui sur qui on voudrait l'opérer; si le refus n'est pas légitime, il sera réprimé.

Dans le texte de ce § 2, il conviendrait donc de remplacer les mots : "s'il ne s'est pas soumis volontairement à un prélèvement sanguin" par : "s'il s'est refusé, sans motif légitime, à un prélèvement sanguin".

\+

\+ +

L'article 3^4, que l'article 3, § 5 du projet insère dans l'arrêté-loi de 1939 donne à tout fonctionnaire ou agent visé à l'article 15 le pouvoir de requérir le prélèvement sanguin.

./...

Ces agents sont : les officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, de l'administration des douanes et accises et du service de l'hygiène, les agents judiciaires près les parquets, les fonctionnaires et agents de police communale, les gendarmes, les huissiers des contributions.

Tous ces agents ne sont pas également qualifiés pour constater les infractions prévues aux articles 1er, § 1er, et 3. Il serait préférable de confier cette mission aux catégories d'agents qui seraient expressément désignées à cette fin.

L'exposé des motifs s'exprime comme suit au sujet de l'article 3^4 : "Le prélèvement sanguin en matière de roulage est subordonné à des garanties sérieuses. Il ne pourra y être procédé qu'en cas d'accident de roulage et seulement s'il y a des indices sérieux d'ivresse au volant ou d'intoxication alcoolique, indices qui doivent être consignés dans l'indispensable procès-verbal d'information".

Le texte de l'article 3^4 prévoit le prélèvement de sang "lorsque les infractions prévues aux articles 1er, § 1er (intoxication alcoolique) et 3 (ivresse) sont flagrantes".

Il ne traduit pas exactement l'intention manifestée dans l'exposé des motifs.

L'état d'intoxication alcoolique ne sera flagrant que lorsque l'analyse du sang l'aura établi.

Il y a lieu de reprendre, dans le texte, la notion d'indices qu'utilise l'exposé des motifs.

./..,

Il convient de préciser, dans cet article, sur qui le prélèvement doit être effectué. Le Conseil d'Etat renvoie, à ce sujet, à l'observation qu'il a faite au sujet de l'article 1er, § 1er, de l'avant-projet.

Le texte ci-après traduirait mieux l'intention du Gouvernement :

"Article 3 quater.

Tout agent visé à l'article peut, en cas d'accident de roulage et lorsqu'il existe des indices d'infraction aux articles 1er, § 1er, et 3, dans le chef de l'auteur présumé de l'accident (et au besoin de la victime ?), requérir un médecin d'opérer un prélèvement sanguin sur cette (ces) personne(s).

.....(texte du Gouvernement, pour les alinéas 2 et 3) ...".

\+

\+ \+

L'article 3^5, dans son alinéa 1er, prévoit que l'analyse est faite dans un des laboratoires agréés par le Roi.

Il serait opportun de prévoir, à l'alinéa 3 du même article, que le Roi détermine les modalités de l'agréation des laboratoires.

Le texte ci-après est proposé :

"Article 3quinquies (dernier alinéa).

Le Roi prend les mesures complémentaires pour organiser le prélèvement sanguin. Il règle notamment le mode de prélèvement et de conservation du sang, les modalités des analyses et l'agréation des laboratoires".

./...

Article 4 du projet.

Il y a lieu de reprendre, pour l'autorisation de coordination contenue dans cet article, la formule habituellement proposée par le Conseil d'Etat.

D'autre part, les intitulés prévus pour les coordinations ne sont pas heureux : l'on ne voit pas ce que le mot "organique" ajoute à l'intitulé de la loi relative au roulage.

Il est proposé :

"Le Roi est autorisé à coordonner, d'une part, les dispositions de la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage et d'autre part, les dispositions de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse avec les modifications expresses ou implicites que ces lois ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

A cette fin, il peut :

1°- modifier l'ordre et la numérotation des titres, chapitres, sections et articles des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;

2°- modifier les références contenues dans les lois à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3°- modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer une terminologie uniforme.

Les coordinations porteront respectivement les intitulés suivants : "Lois sur la police du roulage, coordonnées le ..." et :"Lois relatives à la répression de l'ivresse et de l'intoxication alcoolique, coordonnées le ...".

\+ \+ \+

Si la proposition de refondre les dispositions du projet, faite par le Conseil d'Etat, est retenue, la double autorisation de coordination contenue dans l'article 4 du projet devient pratiquement inutile. Dans ce cas, le texte suivant pourrait être adopté :

./...

PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, LA LOI DU 1er AOUT 1899 PORTANT REVISION DE LA LEGISLATION ET DES REGLEMENTS SUR LA POLICE DU ROULAGE ET L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 RELATIF A LA REPRESSION DE L'IVRESSE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Communications et de Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - MODIFICATIONS AU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Article 1er.-

Un article 44 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code d'instruction criminelle :

.../...

"Article 44 bis. En cas de flagrant crime ou délit, le procureur du Roi pourra charger un médecin de procéder aux constatations médicales relatives à l'état d'ivresse de l'auteur présumé et au besoin de la victime de l'infraction (?) ainsi que des témoins (?).

Il pourra, en ce cas, requérir un médecin de faire un prélèvement sanguin. Le médecin prêtera le serment prescrit par l'article 44, alinéa 2.

Si l'intervention du médecin requis ne doit pas en être retardée, l'intéressé pourra faire assister, à ses frais, un médecin de son choix au prélèvement".

Article 2.-

L'article 138, 6°, du même Code, modifié par l'arrêté royal n° 252 du 8 mars 1936, est remplacé par la disposition suivante :

" 6° ... (texte du Gouvernement) ...".

CHAPITRE II.- MODIFICATIONS A LA LOI DU 1er AOUT 1899.

Article 3.-

Les articles 2 et 2 bis de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifiés par la loi du 1er août 1924, sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 2[1].

Les infractions aux règlements pris en exécution de la présente loi sont punies d'un emprisonnement d'un jour à un mois et d'une amende de 5 francs à 500 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les peines sont doublées :

1° s'il y a récidive dans l'année à dater d'un jugement antérieur portant condamnation et passé en force de chose jugée;
2° si les infractions ont été commises pendant la nuit.

Article 2[2].

Tout conducteur de véhicule qui sachant qu'il vient de causer ou occasionner un accident, prend la fuite pour échapper aux constatations utiles, est puni, même si l'accident n'est pas imputable à sa faute, d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 francs à 1.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si l'accident a entraîné pour autrui des coups, des blessures ou la mort, l'emprisonnement sera de huit jours à deux ans et l'amende de 100 francs à 5.000 francs ou l'une de ces peines seulement.

Article 2[3].

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 francs à 100 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque conduit un véhicule ou une monture dans un lieu public après avoir consommé des boissons alcooliques en quantité telle que le taux d'alcool dans son sang, au moment où il conduit, est d'au moins 1,5 gramme pour mille.

Est puni des mêmes peines, quiconque conduit un véhicule ou une monture dans un lieu public, moins de deux heures après avoir été invité par un fonctionnaire ou agent visé à l'article 4, à s'en abstenir en raison des signes d'intoxication alcoolique qu'il présentait, s'il s'est refusé, sans motif légitime, à un prélèvement sanguin.

Pour l'application du présent article, on entend par lieu public tout endroit accessible au public au sens de l'article 14 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.

Article 2^4.

Est puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 100 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque, étant en état d'ivresse, conduit un véhicule ou une monture.

Article 2^5.

Si après une condamnation par application de l'article 2^3 ou de l'article 2^4, le condamné commet, dans les trois années, une nouvelle infraction à une de ces dispositions, les peines seront :

1° en cas d'infraction à l'article 2^3, un emprisonnement d'un mois à trois mois et une amende de 100 francs à 500 francs ou une de ces peines seulement;

2° en cas d'infraction à l'article 2^4, un emprisonnement d'un mois à six mois et une amende de 200 francs à 1.000 francs ou une de ces peines seulement.

En cas de nouvelle récidive dans les trois années depuis la deuxième condamnation, les peines d'emprisonnement et d'amende prévues ci-dessus peuvent être doublées.

.../...

Article 2^6.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 francs à 200 francs, quiconque incite ou provoque à conduire un véhicule ou une monture, une personne qui est manifestement ivre ou qui donne des signes apparents d'intoxication alcoolique.

Article 2^7.

§ 1er. En condamnant du chef d'infraction à la police du roulage ou d'accident du roulage, pourvu que l'infraction ou l'accident soit imputable au fait personnel de son auteur, le juge peut prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule, un aéronef et une monture, soit à titre définitif, soit pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus :

1° si la condamnation est infligée pour homicide ou blessure;
2° si dans les deux années précédant l'infraction le coupable a encouru trois condamnations pour infraction quelconque aux règlements sur le roulage, ou dans les cinq années une condamnation du chef d'homicide ou deux condamnations du chef de coups et blessures à l'occasion d'un accident du roulage imputable à son fait personnel.

§ 2. Le juge peut prononcer la même déchéance pour la durée ci-après déterminée :

1° en condamnant du chef de l'infraction prévue à l'article 2^2, pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus, ou, à titre définitif, dans le cas prévu à l'alinéa 2 de cet article;

.../...

2° en condamnant du chef de l'infraction à l'article 2^3, pour une durée de huit jours au moins et de six mois au plus ;

3° en condamnant du chef de l'infraction à l'article 2^4, pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus.

Dans le cas prévu au 3° ci-dessus, le juge peut en outre prononcer les autres déchéances et interdictions prévues à l'article 10 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.

§ 3. Dans les cas de récidive prévus à l'article 2^5, le juge peut prononcer la déchéance du droit de conduire pour une durée de un mois au moins et de deux ans au plus, ou, à titre définitif, lorsque la première condamnation a été prononcée du chef d'infraction à l'article 2^4.

Dans le cas de nouvelle récidive prévue à l'article 2^5, alinéa 2, la déchéance définitive sera toujours prononcée.

§ 4. La déchéance prend cours le cinquième jour suivant la date de l'avertissement donné au condamné par le ministère public.

.../...

Article 28.

§ 1er. La déchéance du droit de conduire doit être prononcée si, à l'occasion d'une condamnation pour infraction à la police du roulage ou pour accident de roulage imputable au fait personnel de leur auteur, le coupable est reconnu physiquement incapable de conduire un véhicule ou une monture ; dans ce cas, la déchéance est prononcée, soit à titre définitif, soit pour un terme équivalent à la durée probable de l'incapacité, selon que celle-ci sera démontrée devoir être permanente ou paraîtra provisoire.

§ 2. La déchéance du droit de conduire pour incapacité physique du conducteur prend cours, que la décision soit irrévocable ou non, dès le prononcé de la décision si celle-ci est contradictoire et dès sa signification, si elle a été rendue par défaut,

ou

Lorsque la déchéance est prononcée pour incapacité physique, le juge peut ordonner qu'elle prendra cours dès le prononcé de la décision si elle est contradictoire et dès la signification si elle a été rendue par défaut.

§ 3. Celui qui a été déchu du droit de conduire pour cause d'incapacité physique peut, après deux ans, demander à être relevé de la déchéance si son incapacité a pris fin. La demande est introduite par citation donnée au ministère public, devant la juridiction qui en dernier ressort a prononcé la mesure de déchéance. Cette juridiction statue sans appel.

Si la demande est rejetée, elle ne peut être renouvelée avant l'expiration d'un délai de deux années prenant cours à la date du rejet.

./...

Article 2^{9}.

Dans tous les cas où la déchéance du droit de conduire est prononcée, le juge peut la limiter aux moyens de transport qu'il indique.

Article 2^{10}.

La peine de la déchéance du droit de conduire sera prononcée conformément aux dispositions de la présente loi même lorsque, par application de l'article 65 du Code pénal, les autres peines prévues par ces dispositions ne sont pas prononcées.

Article 2^{11}.

Les peines de déchéance sont toujours cumulées lorsqu'elles concernent un même moyen de transport.

Article 2^{12}.

§ 1er. Le juge peut prononcer l'immobilisation temporaire du véhicule dans tous les cas où la déchéance temporaire du droit de conduire un véhicule est prononcée à titre de peine, pour autant que le véhicule soit la propriété de l'auteur de l'infraction. La durée de cette immobilisation ne peut pas excéder celle de la déchéance temporaire du droit de conduire.

Il peut prononcer la confiscation du véhicule si la déchéance est définitive ou de six mois au moins.

§ 2. L'article 43, alinéa 1er, du Code pénal n'est pas applicable aux infractions prévues par les articles 2^{1} et 2^{2}.

§ 3. En cas d'immobilisation temporaire, les scellés sont apposés sur le véhicule ou celui-ci est mis

à la chaîne, le tout aux frais et risques de l'auteur de l'infraction.

Article 2^{13}.

L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal, modifié par la loi du 14 novembre 1947, n'est pas applicable à la déchéance du droit de conduire un véhicule, un aéronef ou une monture.

Article 2^{14}.

Mention de toute décision judiciaire prononçant une déchéance du droit de conduire et de la durée de celle-ci est faite sur la carte d'identité prévue par l'arrêté royal du 1er mars 1950 ou sur le titre qui en tient lieu.

Article 2^{15}.

Quiconque contrevient à la déchéance prononcée contre lui est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 francs à 2000 francs ou d'une de ces peines seulement ; en outre, le tribunal prononce une nouvelle déchéance, soit à titre définitif, soit pour une durée de quinze jours au moins et de deux ans au plus.

Article 2^{16}.

Toute personne qui met un véhicule à la disposition d'un conducteur qu'elle sait déchu du droit de conduire est punie de ...

Le juge peut en outre, si le coupable est le propriétaire du véhicule, prononcer l'immobilisation temporaire ou la confiscation du véhicule selon que la déchéance

./...

frappant le conducteur est inférieure à six mois ou atteint cette durée".

Article 4.

Un article 4bis et un article 4ter rédigés comme suit sont insérés dans la même loi :

"Article 4bis.

Tout agent visé à l'article peut, en cas d'accident de roulage et lorsqu'il existe des indices d'infraction à l'article 2^3, alinéa 1er, et à l'article 2^4 dans le chef de l'auteur présumé de l'accident (et au besoin de la victime ?) : requérir un médecin d'opérer un prélèvement sanguin sur cette (ces ?) personne (s?).

Si l'intervention du médecin requis n'en doit souffrir aucun retard, le délinquant peut, à ses frais, faire assister un médecin de son choix au prélèvement.

Celui qui, sans motif légitime refuse de se prêter au prélèvement est puni des peines prévues aux articles 2^3 et 2^7, § 2, 2°.

Article 4ter.

L'analyse de l'échantillon sanguin est faite dans un des laboratoires agréés à cet effet par le Roi.

La personne qui a subi le prélèvement sanguin peut faire procéder à ses frais à une seconde analyse, soit dans le laboratoire ayant procédé à la première, soit dans un autre laboratoire agréé par le Roi. Dans le premier cas, elle peut faire contrôler la deuxième analyse par un conseil technique de son choix.

Le Roi prend les mesures complémentaires pour organiser le prélèvement sanguin. Il règle notamment le mode de prélèvement et de conservation du sang, les modalités des analyses et l'agréation des laboratoires".

Article 5.-

... (1)

CHAPITRE III. - MODIFICATIONS A L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939.

Article 6.-

L'article 3, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.-

Si le délinquant en état d'ivresse se livre à une occupation exigeant ...(le reste comme le texte du Gouvernement)...".

Article 7.-

L'article 10 du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

(1) L'article 7 de la loi du 1er août 1899 établit une prescription plus courte que la prescription de droit commun. S'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'appliquer cette prescription spéciale aux infractions nouvelles qu'il prévoit dans l'arrêté-loi sur l'ivresse et que le Conseil d'Etat propose d'introduire dans la loi sur le roulage, il y aura lieu d'en faire la réserve, en modifiant l'article 7 de cette dernière loi.

D'autre part, l'arrêté-loi sur l'ivresse rend applicables aux infractions qu'il crée les articles 66, 67 et 69 du Code pénal, ce que ne fait pas la loi sur le roulage. S'il entre dans les intentions du Gouvernement d'en faire application aux nouvelles infractions, il faudra un article spécial pour le spécifier.

Enfin, il appartient au Gouvernement d'insérer dans la loi sur le roulage les dispositions de l'article 18 de l'arrêté-loi sur l'ivresse, s'il entend les maintenir pour les infractions nouvelles qu'il crée dans le cadre de cet arrêté-loi.

"Article 10.-

En condamnant par application du présent arrêté-loi à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, le juge peut prononcer contre le condamné :

1° la déchéance du droit d'exercer les fonctions de juré, de tuteur et de conseil judiciaire, pour deux à cinq ans;
2° l'interdiction de vendre ou de débiter des boissons pendant deux ans au plus, sous peine pour chaque infraction à cette interdiction d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 francs à 500 francs;
3° la déchéance du droit de conduire un véhicule, un aéronef ou une monture pendant huit jours au moins et deux ans au plus .

Les articles 2^{7} à 2^{16} de la loi du 1er août 1899 sont applicables à la déchéance prévue au 3° ci-dessus".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Communications,

Le Ministre de la Santé publique
et de la Famille,

TABLEAU DE CONCORDANCE ENTRE LES DISPOSITIONS DU PROJET DU GOUVERNEMENT ET LE PROJET ETABLI PAR LE CONSEIL D'ETAT.

Projet du Gouvernement	Projet du Conseil d'Etat.
C.I.C. art. 44 bis	C.I.C. art. 44 bis
138, 6°	138, 6°
L. 1899, art. 2 § 1er	L. 1899, art.2[1]
§ 2	art.2[7] § 1er
§ 3	art.2[8] § 1er
§ 4	art.2[8] § 3
art.2 bis, al.1er et 2	art.2[2]
al. 3	art.2[7] § 2, 1°
art. 2 ter	art. 2[9]
art. 2 quater	art.2[13]
art. 2 quinquies, al.1er	art.2[8] § 2
art. 2 quinquies, al.2	art. 2[7] § 4
art. 2 quinquies, al.3	art.2[14]
art. 2 sexties	art.2[11]
art. 2 septies	art.2[15]
art. 2 octies	art.2[12] et 2[16]
art. 2 nonies	art.2[10]
A.L.1939, art.1er devenant	Sans objet
art. 1 bis (art.3 § 1er du projet)	
art. 1er nouveau § 1er et 2	art.2[3] L. 1899
art. 1er nouveau § 3	art.2[7] § 2, 2° L.1899
art. 2 (art. 3 § 3 du projet)	Sans objet
art. 3	art. 2[4] L. 1899
art. 3 bis	art. 3, al.1er, A.L. 14.11.1939
art. 3 ter	art.2[6], L. 1899
art. 3 quater	art.4 bis, L.1899
art. 3 quinquies	art.4[7] ter, L.1899
art.10	art.2[7] § 2, 3°, L.1899
	art. 10 A.L.1939
art.10 bis § 1er	Sans objet
art. 10 bis § 2	art.2[5], al.1er, L.1899
art. 10 bis § 3	art.2[7], § 3, al.1er
art. 10 bis § 4	art.2[7], al.2, L.1899
	art.2[7], § 3, al.2
art. 10 ter	Sans objet.

Doel van het voorontwerp, naar de bewoordingen van de memorie van toelichting, is "beter de veiligheid van het wegverkeer te verzekeren".

Daartoe verscherpt het de bestraffing van de overtredingen die oorzaak zijn van verkeersongevallen, wanneer zij zijn begaan door bestuurders die zich te buiten zijn gegaan in het gebruik van alcoholische dranken.

Als een afzonderlijk misdrijf beschouwt het het feit, dat een bestuurder met zijn voertuig over de openbare weg rijdt, wanneer uit de analyse van zijn bloed blijkt dat het een hoeveelheid alcohol van 1,5 gram of meer per duizend bevat.

Het verzwaart de straffen voor de dader van een ongeval wanneer hij zich bevindt in staat van dronkenschap, in de geijkte betekenis van deze uitdrukking.

Voor de vermoedelijke dader van het ongeval voert het daarom de verplichting in, zich aan een bloedproef te onderwerpen. Aan deze bloedproef worden evenwel bepaalde voorwaarden verbonden. Zij is uitsluitend bij verkeersongeval toegelaten en dan alleen indien ernstige aanwijzingen van dronkenschap aan het stuur of van intoxicatie door alcohol voorhanden zijn, welke aanwijzingen in het onmisbaar proces-verbaal dienen te worden aangetekend.

Het voorontwerp treedt aanmerkelijk strenger op ten aanzien van de dader van een vluchtmisdrijf die bij een ander slagen, verwondingen dan wel de dood veroorzaakt.

./.

Tenslotte vult het voorontwerp het Wetboek van Strafvordering zo aan, dat het mogelijk wordt medische vaststellingen omtrent de dronkenschap te doen wanneer de misdaad of het wanbedrijf op heterdaad is ontdekt.

Om daartoe te komen, treft het ontwerp de volgende wetgevingsvoorzieningen :

1° Aan de onderzoeksmaatregelen die de gerechtsorganen en dezer medewerkers krachtens het Wetboek van Strafvordering in toepassing kunnen brengen, voegt het de bloedproef toe, die door een geneesheer wordt verricht ten einde de dronkenschap vast te stellen.

2° Het draagt de bevoegdheid inzake vluchtmisdrijf aan de correctionele rechter op, wanneer de dader oorzaak of aanleiding is van een ongeval, dat voor een ander slagen, verwondingen dan wel de dood tot gevolg heeft gehad, ook wanneer het ongeval niet aan hem is te wijten. Zo zal een bevel tot aanhouding wegens vluchtmisdrijf kunnen worden uitgereikt. Bovendien verzwaart het voorontwerp in zodanig geval de op het vluchtmisdrijf gestelde straffen.

3° Het wijzigt de wet op het wegverkeer en vult ze aan door het verzwaren van de straffen die op overtreding van de bepalingen dezer wet en van de reglementen ter uitvoering er van staan, in het bijzonder met betrekking tot het verval van het recht tot het besturen van een voertuig.

4° In de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, voegt het "intoxicatie door alcohol" als een nieuw misdrijf in.

Het verzwaart de in die besluitwet gestelde straffen ten aanzien van degene die een voertuig stuurt in staat van dronkenschap, zoals dit begrip door de rechtspraak is vastgelegd.

./.

Het staat de in artikel 15 van de besluitwet genoemde ambtenaren of beambten toe, in de gevallen die het nader bepaalt door een geneesheer een bloedproef op de "delinquent" te doen uitvoeren.

Het stelt de weigering, zich, behoudens wettige reden, aan deze proef te onderwerpen, strafbaar met de straffen voorgeschreven ter beteugeling van de intoxicatie door alcohol.

\+

\+ +

Het wettelijk organiseren van de bloedproef is ver van een onschuldige hervorming.

Klaarblijkelijk is het een maatregel van groter gewicht en van andere aard dan het nemen van vingerafdrukken. Elke aantasting, hoe licht ook, van de lichamelijke persoonlijkheid doet overigens een beginselkwestie rijzen. Waarborgt artikel 7 van de Grondwet de individuele vrijheid, het natuurrecht huldigt zonder enige twijfel als regel, dat de integriteit van de menselijke persoon geëerbiedigd en elke mogelijke aanslag daarop gebannen dient te worden.

Men kan evenwel niet voorbijzien dat, "wanneer men dagelijks vaststelt welk gevaar de alcoholische intoxicatie uitmaakt voor hen die snelle voertuigen moeten besturen en daarbij de ernstige gevolgen er van onder ogen neemt", overeenkomstige opsporings- en bestraffingsmaatregelen noodzakelijk worden. In verschillende vreemde landen heeft de wetgeving ze reeds toegelaten. In tweeërlei opzicht maakt het ontwerp overigens een belangrijk voorbehoud. Vooreerst mag de voorgenomen bloedproef nooit

./.

onder dwang worden verricht. En vervolgens wordt de weigering van de betrokkene om zich te onderwerpen alleen bestraft als deze weigering niet op een "wettige reden" steunt.

Deze overwegingen komen bij de argumenten, welke zijn afgeleid uit sommige bepalingen waarbij in een openbaar belang van eerste orde de regel van de onschendbaarheid der menselijke persoon reeds heeft moeten wijken. Als voorbeeld kan worden aangehaald de besluitwet van 24 Januari 1945 betreffende de prophylaxie der geslachtsziekten, die de zieken gelast zich te onderwerpen aan een behandeling, welke niet alleen bloedproeven maar ook intraveneuze inspuitingen omvat.

Het blijft niettemin zo, dat een afzonderlijk nauwgezet onderzoek zal nodig zijn telkens als enige maatregel van die aard wordt ingevoerd. Het ontdekken van delinquenten die zich aan overmatig gebruik van alcoholische dranken hebben schuldig gemaakt, is aanvaardbaar in de vormen waarin en met de waarborgen waarmede het voortaan zal plaatsvinden. Maar het is niet denkbaar dat het tot voorbeeld of precedent zou dienen voor het invoeren van andere proeven die, om de daders van misdrijven op te sporen, de eerbied voor de menselijke persoon in gevaar zouden brengen.

\+

\+ \+

Om tot de voorgenomen hervorming te komen, neemt het voorontwerp alle bepalingen betreffende de dronkenschap en de intoxicatie door alcohol op in de besluitwet van 14 November 1939, die het wijzigt en aanvult.

./.

Het lijkt tegelijk logischer en praktischer, de bepalingen betreffende de toestand van intoxicatie door alcohol en de staat van dronkenschap bij verkeersongevallen in te voegen in de wet van 1 Augustus 1899 houdende herziening van de wetten en van de reglementen op de politie van het vervoer, en wel om de volgende redenen :

1. De besluitwet van 14 November 1939 bestraft in haar huidige stand het misdrijf van openbare dronkenschap en de aan de staat van dronkenschap verbonden wanbedrijven. Artikel 3 bepaalt en bestraft het misdrijf van dronkenschap aan het stuur, en artikel 10 stelt de bijkomende straf van hetzij tijdelijk hetzij definitief verval, als mogelijk gevolg van enige ter uitvoering van de besluitwet opgelopen veroordeling. Volgens dit systeem van de besluitwet is het misdrijf van dronkenschap aan het stuur dus een der aspecten van de bestraffing der openbare dronkenschap.

Het ontwerp daarentegen besteedt aan de dronkenschap aan het stuur het merendeel van zijn bepalingen. Dronkenschap aan het stuur is inderdaad meer een zaak van verkeer dan van dronkenschap zelf; niet zozeer het gevaar dat de staat van dronkenschap in het algemeen voor derden betekent, is de ratio legis inzake dronkenschap aan het stuur, dan wel de meer specifieke gevaren waaraan de dronkenschap aan het stuur de weggebruikers blootstelt. Dronkenschap aan het stuur is veeleer een verkeersmisdrijf dan een misdrijf van dronkenschap.

2. Artikel 2 van de wet van 1 Augustus 1924 straft met verval van het recht tot sturen de dader van een verkeersmisdrijf, die op het ogenblik der feiten in kennelijke staat verkeert.

./.

Deze bepaling is niet ingevoegd in de wetgeving op de dronkenschap maar in artikel 2 van de wet van 1 Augustus 1899 op de politie van het verkeer.

3. De memorie van toelichting stelt het vraagstuk van het verkeer centraal wanneer zij zich beroept op "het gevaar veroorzaakt door de voertuigbestuurder die overmatig gebruik maakt van alcoholische dranken", en op de noodzaak niets na te laten om de veiligheid op de weg te verzekeren.

4. Het verval van het recht tot sturen, ofschoon slechts een der straffen maar niet de geringste die gesteld wordt op overtredingen begaan in staat van dronkenschap of van intoxicatie door alcohol, is een straf die uitsluitend het wegverkeer betreft.

5. Uit de lezing van de artikelen 10, 10bis en 10ter, die het voorontwerp in de besluitwet van 1939 invoegt, blijkt welke verwarring en welke toepassingsmoeilijkheden zouden ontstaan uit het feit, dat eenzelfde stof door verschillende wetten wordt geregeld. Artikel 10 immers stelt straffen op dronkenschap aan het stuur (artikel 3) en op de dronkenschap in het algemeen (overige artikelen van de besluitwet van 1939).

Artikel 10bis, § 1, heeft betrekking op artikel 3bis dat straffen stelt tegen degene die in staat van dronkenschap een andere bezigheid dan het sturen van een voertuig verricht, waarbij bijzondere voorzichtigheid of bijzondere voorzorgen geboden zijn.

Artikel 10bis, § 2, stelt straffen op herhaling van overtredingen bepaald in artikel 1, §§ 1 en 2 (intoxicatie door alcohol en weigering in te gaan op het bevel, zich van het sturen van een voertuig te onthouden zolang

./.

geen bloedproef is verricht) en in artikel 3 (dronkenschap aan het stuur).

Artikel 10ter stelt een aantal bepalingen van de wet van 1 Augustus 1899 toepasselijk op het verval, de oplegging en de verbeurdverklaring, uitgesproken krachtens de besluitwet van 1939.

6. Een aantal bepalingen in verband met de dronkenschap zijn opgenomen in andere wetteksten die zich niet in 't bijzonder met de dronkenschap bezig houden:

Artikel 24 van de wet van 27 Mei 1870 houdende het Krijgs-strafwetboek.

Artikel 70 van het koninklijk besluit van 28 April 1884 houdende verordening der opdelving van mijnen.

Artikel 4, C, van het koninklijk besluit van 4 April 1895 houdende reglement betreffende de in acht te nemen maatregelen voor het vervoer van reizigers op de Rijksspoorwegen en vergunde spoorwegen.

Artikel 17, 2° en 18°, van het koninklijk besluit van 24 Mei 1913 houdende politiereglement betreffende de exploitatie der buurtspoorwegen door de Regering vergund of te vergunnen.

Artikelen 9, 5°, 11 en 12 van de wet van 5 Juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij.

Artikel 11, 6°, van het koninklijk besluit van 27 Januari 1931 houdende politiereglement betreffende de exploitatie van de door de Regering vergunde of te vergunnen tramwegen.

Artikel 27, 3°, van de wet van 27 Juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 November 1919 betreffende de regeling der luchtvaart.

./.

Artikel 6, 6°, van het koninklijk besluit van 4 Januari 1940 houdende politiereglement betreffende de exploitatie der trolleybuslijnen vergund of te vergunnen door de Regering.

Artikel 17, 7°, van het besluit van de Regent van 31 Maart 1947 betreffende het politiereglement betreffende de exploitatie van openbare autobusdiensten, bijzondere autobusdiensten en autocardiensten.

Artikelen 16, 1°, en 26, 4°, van het besluit van de Regent van 20 Augustus 1947 betreffende het politiereglement betreffende de exploitatie van de taxidiensten.

7. Tenslotte wordt de verkeerswetgeving onbetwistbaar veel meer toegepast dan die welke de bestraffing van de dronkenschap betreft.

Ofschoon de memorie van toelichting het stelsel van het ontwerp rechtvaardigt door de overweging dat "terwijl het de autonomie van die wetten (de wet van 1899 en de besluitwet van 1939) handhaaft om niet onnodig te tornen aan een gevestigd wetgevend stelsel, dat aanleiding heeft gegeven tot een overvloedige rechtspraak, biedt het ontwerp krachtens zijn artikel 4 de mogelijkheid om de huidige bepalingen van de wet van 1 Augustus 1899 en van de besluitwet van 14 November 1939 samen te ordenen met de nieuwe teksten die het er invoegt", blijkt niet dat het aannemen van het door de Raad van State voorgestelde systeem zou leiden tot een omkering zonder noodzaak. Al wat betrekking zou hebben op het verkeer, zou in dezelfde wet worden verenigd zodat de coördinatie vanzelf plaats zou vinden.

De Raad van State stelt aan het einde van dit advies een tekst voor, waarin met deze opmerkingen rekening is gehouden en waarbij een concordantie-tabel is gevoegd.

./.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

De artikelen worden hieronder besproken zonder rekening te houden met de algemene opmerking betreffende de omwerking der bepalingen; de tekst blijft zoals hij door de Regering is voorgesteld.

Artikel 1.

§ 1.

§ 1 voert in het Wetboek van Strafvordering, onder de vorm van een artikel 44 bis, een nieuwe bepaling in ter zake van de vaststellingen betreffende de dronkenschap bij ontdekking op heterdaad.

Afgaande op de formulering van dit artikel komt men tot de conclusie dat degenen die aan deze maatregel, met name aan de ingestelde bloedproef, worden onderworpen, zich daartegen niet zouden kunnen verzetten.

Uit verklaringen van de gemachtigde ambtenaar blijkt evenwel, dat de Regering er niet aan denkt dwangmiddelen te gebruiken, evenmin trouwens als ten aanzien van de bloedproef, ingevoerd door de nieuwe bepalingen welke het voorontwerp aankondigt op het speciale gebied van de opsporing van intoxicatie door alcohol en van dronkenschap bij verkeersongevallen.

.../...

Wanneer trouwens de procureur des Konings, ingeval de dader van de misdaad of van het wanbedrijf op heterdaad is betrapt, of de onderzoeksrechter de bloedproef eist, wordt de weigering, zich daaraan te onderwerpen, niet gestraft.

Anders is het gesteld met de bepalingen welke artikel 3 van het ontwerp onder de vorm van een artikel 3^{4} invoegt in de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling der openbare dronkenschap.

Dit artikel, dat de bestraffing zowel van de dronkenschap als van de intoxicatie door alcohol bij verkeersongevallen betreft, stelt straffen op de weigering zich aan de terzake ingestelde bloedproef te onderwerpen.

Aan de andere kant zijn de procureur des Konings en de vrederechter in het geval van artikel 44 bis niet gebonden door de regelen inzake verkeersongevallen en zijn de door artikel 3^{5} van de wet op de beteugeling der dronkenschap verleende waarborgen, met name het bloedonderzoek door een vanwege de Koning erkend laboratorium en de mogelijkheid van een tweede bloedonderzoek, niet voorzien.

Hieruit zal dualiteit in de regeling ontstaan : aan de ene kant staan er geen straffen op de weigering, het bloedonderzoek te ondergaan op het vlak van de strafvordering in het algemeen; aan de andere kant wordt de weigering, op het speciale gebied van de opsporing der intoxicatie door alcohol en der dronkenschap bij verkeersongevallen, tot een speciale vorm van misdrijf gemaakt en worden bijzondere waarborgen ten aanzien van het bloedonderzoek verleend.

+

Het eerste lid van het voorgestelde artikel 44 bis spreekt van "medische vaststellingen betreffende de staat van dronkenschap" zonder aan te geven op wie zij zullen worden toegepast. Zal het alleen de dader van het misdrijf zijn, of eventueel het slachtoffer, of zelfs de getuigen ?

Artikel 11 van de Franse wet van 15 April 1954 betreffende de behandeling van de voor derden gevaarlijke alcoholici drukt zich op een nauwkeurige manier als volgt uit :

" Les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire doivent, lors de la constatation d'un crime, d'un délit ou d'un accident de la circulation, faire procéder, sur la personne de l'auteur présumé, aux vérifications médicales, cliniques et biologiques, destinées à établir la preuve de la présence d'alcool dans son organisme, lorsqu'il semble que le crime, le délit ou l'accident a été commis ou causé sous l'empire d'un état alcoolique. Dans le cas d'accident matériel, il ne sera procédé à cet examen que si le ou les auteurs présumés semblent en état d'ivresse. Dans tous les cas où il peut être utile, cet examen est également effectué sur la victime".

Voor artikel 44 bis beveelt de Raad van State de volgende tekst aan :

"Artikel 44 bis.- Wordt de dader van de misdaad of van het wanbedrijf op heterdaad betrapt, dan kan de procureur des Konings een geneesheer gelasten de medische vaststellingen te doen omtrent de staat van dronkenschap van de vermoedelijke dader en, desnoods, van het slachtoffer (?) van het misdrijf, alsook van de getuigen (?) (indien zuls de bedoeling van de Regering is).

.../...

Hij kan in dat geval een geneesheer opvorderen om een bloedproef te verrichten. De geneesheer legt de in artikel 44, tweede lid, voorgeschreven eed af.

Zo het optreden van de opgevorderde geneesheer er geen vertraging van ondervindt, kan de betrokkene, op eigen kosten, een geneesheer naar keuze bij de bloedproef doen aanwezig zijn".

§ 2.

§ 2 van artikel 1, waardoor het vluchtmisdrijf naar aanleiding van een ongeval, dat voor een ander slagen, verwondingen of de dood tot gevolg heeft gehad, aan de bevoegdheid van de vrederechter wordt ontrokken, betreft een materie die duidelijk te onderscheiden is van de in § 1 behandelde stof. Het ware raadzaam artikel 1 van het voorontwerp in twee artikelen te splitsen.

§ 2 wordt dan :

"Artikel 2.- Artikel 138, 6°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 252 van 8 Maart 1936, wordt door de volgende bepaling vervangen : "6° ... (tekst van de Regering) ...".

Artikel 2.

§ 1.

Deze paragraaf wijzigt artikel 2 van de wet van 1899 houdende herziening der wetgeving en der reglementen op de politie van het vervoer.

.../...

In § 1 van het nieuwe artikel 2 van de wet van 1899 verhoogt het voorontwerp het door de huidige wetgeving bepaalde maximum van de gevangenisstraffen en geldboeten, en schaft het voor de vrederechter de mogelijkheid af, verzachtende omstandigheden in aanmerking te nemen.

Het voorontwerp schrapt uit de wet van 1899 op het vervoer de bepalingen inzake vervallenverklaring van het recht tot het sturen van een voertuig wegens dronkenschap.

Het verwijst ze naar de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling der dronkenschap, overeenkomstig de economie van het ontwerp dat alle bepalingen betreffende de dronkenschap in verkeerszaken in deze besluitwet onderbrengt.

§ 3 neemt artikel 2, 6de lid, van de wet van 1899 op het vervoer, dat de vervallenverklaring wegens lichamelijke ongeschiktheid betreft, in enigszins gewijzigde vorm over.

§ 4 regelt de herziening van de beslissing waarbij het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid wordt uitgesproken. Men kan zich afvragen waarom het voorontwerp inzake herziening afwijkt van het beginsel, dat er twee graden van rechtspraak zijn, door het beroep af te schaffen wanneer de vervallenverklaring door het gerecht in eerste aanleg is uitgesproken.

.../...

§ 2.

Over het nieuwe artikel 2 bis is niets op te merken.

Artikel 2 ter.

§ 3.

Artikel 2^3 kan eenvoudiger als volgt worden gelezen :

"Artikel 2 ter.- In alle gevallen waarin het verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, kan de rechter dat verval beperken tot de vervoermiddelen die hij aangeeft ".

+

+ +

Artikel 2 quinquies.

Artikel 2^5 bepaalt dat het verval, wanneer het wegens lichamelijke ongeschiktheid is uitgesproken, uitwerking heeft zodra de beslissing is uitgesproken, indien deze op tegenspraak is gewezen, en zodra zij betekend is, indien zij bij verstek is gewezen.

Hiermede wordt een van het gemene recht afwijkende regeling ingevoerd in strafzaken, waar de gewone beroepen opschortend zijn.

.../...

De tekst van het ontwerp doet niet genoegzaam uitschijnen, dat de beslissing waarbij het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid wordt uitgesproken, uitwerking heeft niettegenstaande enig beroep.

De volgende tekst geeft de bedoeling van de Regering nauwkeuriger weer :

"Artikel 2 quinquies.- Het verval van het recht tot sturen wegens lichamelijke ongeschiktheid gaat in, onverschillig of de beslissing al dan niet onherroepelijk is, bij de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak is gewezen en vanaf de betekening wanneer zij is gewezen bij verstek.

In de overige gevallen gaat zij in de vijfde dag na die waarop het openbaar ministerie de kennisgeving aan de veroordeelde heeft gedaan.

Van elke rechterlijke beslissing waarbij het verval van het recht tot sturen uitgesproken wordt alsook van de duur van dit verval wordt melding gemaakt op de identiteitskaart voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 1 Maart 1950 of op het als zodanig geldend bewijs ".

Het feit dat het verval automatisch dadelijk uitwerking heeft, kan wellicht drastisch lijken.

De lichamelijke ongeschiktheid kan zeer betwistbaar zijn.

Mocht de Regering voornemens zijn op een minder stellige wijze af te wijken van het beginsel, dat het beroep opschortend is, en de rechter in ieder afzonderlijk geval te laten oordelen of het verval da-

delijk moet intreden, dan zou artikel 2^5, eerste lid als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel $2^{quinquies}$.- Wanneer het verval uitgesproken wordt wegens lichamelijke ongeschiktheid, kan de rechter bevelen dat zij ingaat vanaf de uitspraak van de beslissing wenneer deze op tegenspraak is gewezen en vanaf de betekening wanneer zij is gewezen bij verstek ".

Artikel 2 sexies.

Artikel 2^6 bepaalt : "Wanneer ten laste van dezelfde persoon verschillende vervallenverklaringen werden uitgesproken, worden ze samengevoegd ".

Luidens de memorie van toelichting geeft artikel 2^6 een oplossing aan een moeilijkheid in verband met de tenuitvoerlegging van verscheidene straffen van vervallenverklaring, die tegen één zelfde persoon zijn uitgesproken.

En inderdaad is artikel 2^6 opgevat alsof het alleen de tenuitvoerlegging der straffen moest regelen.

Opdat het echter de verwachte uitwerking zou kunnen hebben, zou hier moeten worden gezegd dat de rechter, in geval van materiële samenloop van misdrijven, evenveel vervallenverklaringen zal uitspreken als er eventueel overtredingen zijn, zonder dat hij de door

.../...

artikel 60 van het Wetboek van Strafrecht voorgeschreven strafvermindering mag toepassen. Artikel 2^6 kan worden geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 64 van het Wetboek van Strafrecht, dat de samenvoeging der verbeurdverklaringen regelt.

Het ligt trouwens voor de hand, dat samenvoeging alleen denkbaar is wanneer het vervallenverklaringen van het recht tot het besturen van een zelfde vervoermiddel betreft. Dit moet uitdrukkelijk worden gezegd.

Artikel 2^6 zou er dan als volgt uitzien :

"Artikel 2 sexies.- De straffen van verval worden altijd samengevoegd wanneer zij hetzelfde vervoermiddel betreffen ".

+

+ +

Artikel 2 septies.

Een eenvoudiger lezing voor artikel 2^7 zou zijn :

"Artikel 2 septies.- Al wie het tegen hem uitgesproken verval niet in acht neemt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 500 frank tot 2.000 frank of met een van die straffen alleen; bovendien spreekt de rechtbank een nieuw verval uit, hetzij voorgoed, hetzij voor een duur van ten minste vijftien dagen en ten hoogste twee jaar ".

.../...

Artikel 28, § 1, stelt de rechter in staat de tijdelijke oplegging van het voertuig uit te spreken, wanneer de dader van het misdrijf eigenaar is van het voertuig dat het ongeval heeft veroorzaakt en het tijdelijke verval van het recht tot sturen als straf wordt uitgesproken. Is het verval definitief of voor ten minste zes maanden, dan kan de verbeurdverklaring worden uitgesproken.

De tijdelijke oplegging en de verbeurdverklaring zijn in dit geval, zoals trouwens onder de gelding van de huidige wetgeving, bijkomstige straffen.

Hetzelfde artikel geeft de rechter bovendien bevoegdheid tot het uitspreken van dezelfde straffen wanneer de bestuurder, die reeds op grond van een vroegere beslissing vervallen is van het recht tot sturen, niet de eigenaar is van het voertuig waarvan hij zich heeft bediend. In dit geval zal de tijdelijke oplegging of de verbeurdverklaring worden uitgesproken tegen de eigenaar van het voertuig, indien hij wist dat de bestuurder aan wie hij zijn voertuig had toevertrouwd vervallen verklaard was. Deze straffen worden uitgesproken zonder dat zij aan een hoofdstraf verbonden zijn.

Ofschoon een soortgelijke bepaling te vinden is in de wet van 1 Augustus 1924 (artikel 2) tot wijziging van de wet van 1 Augustus 1899 (artikel 2) moet hier worden opgemerkt dat beide straffen, in het geval dat de bestuurder eigenaar van het voertuig is, bijkomstige straffen zijn die eigenschappen hebben van de hoofdstraf.

In het geval dat de bestuurder niet de eigenaar is, kunnen deze twee straffen onmogelijk worden ingedeeld. Wat gebeurt er mee ten aanzien van beroep en verjaring ? Zullen zij in het strafregister worden ingeschreven ?

Om zulke abnormale gevolgen te voorkomen, zou een systeem moeten worden uitgedacht dat beter met onze regeling in strafzaken strookt ; met name zouden ten laste van de eigenaar die zijn voertuig in handen geeft van iemand, van wie hij wist dat hij van het recht tot sturen was vervallen, de gebruikelijke hoofdstraffen - gevangenis en geldboete - , met als bijkomstige straffen tijdelijke oplegging en verbeurdverklaring, kunnen worden ingevoerd.

Aangezien het bovendien afzonderlijke misdrijven betreft, die dan nog door verschillende personen worden gepleegd, moeten de desbetreffende voorzieningen in afzonderlijke teksten worden opgenomen.

Het voorontwerp straft de eigenaar die zijn voertuig onder de hierboven aangegeven omstandigheden uit handen heeft gegeven. Over de huurder of de bewaarder van een voertuig, die het voertuig onder dezelfde omstandigheden in handen van een vervallen verklaarde bestuurder zou hebben gegeven, is in deze tekst nergens sprake. Zodanige leemte is niet zonder gevaren. Ze zou de doelmatigheid van de bestraffing kunnen ontzenuwen. Met de tekst welke de Raad van State als artikel 2^8 voorstelt, wordt dit bezwaar ondervangen.

Door het derde lid van § 1 van artikel 2^8 wordt een bijzondere regeling ingevoerd inzake oproeping voor de rechter van de eigenaar, die zijn voertuig heeft toevertrouwd aan een bestuurder van wie hij weet dat hij van het recht tot sturen is vervallen. Deze eigenaar heeft toch een overtreding begaan, aangezien de tijdelijke oplegging (eerste lid) en de verbeurdverklaring (tweede lid) van het voertuig als straf kunnen worden uitgesproken. Men vraagt zich dan ook af waarom het voorontwerp verklaart, dat een verwittiging onder

.../...

ter post aangetekende omslag aan de eigenaar van het voertuig wordt gezonden, terwijl het toch beter met de beginselen zou stroken dat de beklaagde onder de door de wet omschreven vormen zou worden gedaagd.

In de onderstaande tekst is met de gemaakte opmerkingen rekening gehouden :

"Artikel 2 octies.

§ 1. De rechter kan tijdelijke oplegging van het voertuig bevelen in alle gevallen waarin het tijdelijk verval van het recht tot het besturen van een voertuig als straf wordt uitgesproken, voor zover het voertuig eigendom is van de dader van het misdrijf. Oplegging mag voor geen langere duur dan die van het tijdelijk verval van het recht tot sturen worden uitgesproken.

Hij kan verbeurdverklaring van het voertuig uitspreken wanneer het verval definitief is of ten minste zes maanden bedraagt.

§ 2. Elke persoon die een voertuig ter beschikking stelt van een bestuurder die hij van het recht tot sturen vervallen weet, wordt gestraft met . . .

Bovendien kan de rechter, zo de dader eigenaar is van het voertuig, de tijdelijke oplegging of de verbeurdverklaring van het voertuig uitspreken, naargelang het door de bestuurder opgelopen verval minder dan zes maanden dan wel zes maanden bedraagt.

§ 3. ... (tekst van § 2 van het voorontwerp) ...

§ 4. ... (tekst van § 3 van het voorontwerp)..."

\+

\+ \+

Artikel 2 nonies.

Ten aanzien van artikel 2^9 zegt de memorie van toelichting : "Artikel 2^9 verleent aan de rechtbanken de macht om de bijkomende straf van het verval uit te spreken zelfs, indien ingevolge van een ideële samenloop van misdrijven, de hoofdgevangenisstraf en de hoofdgeldboete bij de wet van 1 Augustus 1899 niet zouden uitgesproken worden ".

In de tekst van het voorontwerp komt deze bedoeling niet tot uiting; de desbetreffende bepaling is in te algemene bewoordingen gesteld.

Aanbevolen wordt :

"Artikel 2 nonies.- De straf van het verval tot sturen wordt uitgesproken overeenkomstig de bepalingen van deze wet, zelfs wanneer bij toepassing van artikel 65 van het Strafwetboek de overige straffen die door deze bepalingen zijn voorgeschreven, niet worden uitgesproken ".

Artikel 3 van het ontwerp.

Artikel 3, § 2, van het voorontwerp maakt tot een misdrijf de intoxicatie door alcohol, dit is de toestand van de bestuurder wiens bloed 1,5 gr. per duizend alcohol bevat.

Zo is dit misdrijf te onderscheiden van de dronkenschap, die door de besluitwet van 14 November 1939 wordt gestraft.

+

+ +

.../...

In § 2 van het nieuwe artikel 1, dat door het ontwerp in de besluitwet van 1939 wordt ingevoegd, hebben de woorden "indien hij zich niet vrijwillig heeft onderworpen aan het nemen van een bloedstaal" de betekenis van "indien hij zonder wettige reden heeft geweigerd een bloedproef te laten verrichten". Uit artikel 3 quater blijkt immers dat deze bloedproef niet kan worden verricht tegen de wil van degene die men daaraan wil onderwerpen; niet gewettigde weigering wordt gestraft.

In de tekst van deze § 2 zijn de woorden "indien hij zich niet vrijwillig heeft onderworpen aan het nemen van een bloedstaal" te vervangen door : indien hij zonder wettige reden heeft geweigerd een bloedproef te laten verrichten ".

\+

\+ +

Artikel 3^4, dat door artikel 3, § 5, van het voorontwerp in de besluitwet van 1939 wordt ingevoegd, verleent aan elke in artikel 15 bedoelde ambtenaar of beambte bevoegdheid tot het vorderen van een bloedproef.

Deze ambtenaren en beambten zijn : de officieren van gerechtelijke politie, de ambtenaren en bedienden van de administratie der directe belastingen, de administratie van douanen en accijnzen en de gezondheidsdienst, de gerechtelijke agenten bij de par-

.../...

ketten, de ambtenaren en agenten der gemeentepolitie, de rijkswachters, de deurwaarders der belastingen.

Al deze ambtenaren zijn niet in dezelfde mate bevoegd om de in de artikelen 1, § 1, en 3 omschreven misdrijven vast te stellen. Het zou de voorkeur verdienen, dat deze taak werd opgedragen aan de categorieën van ambtenaren die met het oog daarop uitdrukkelijk zouden worden aangewezen.

De memorie van toelichting zegt in verband met artikel 3^4 : "Het nemen van een bloedstaal in verkeerszaken gaat gepaard met ernstige waarborgen. Er kan enkel toe worden overgegaan in geval van vervoerongeval en enkel wanneer er ernstige tekenen aanwezig zijn van dronkenschap aan het stuur of van alcoholische intoxicatie, tekenen die moeten vermeld worden in het proces-verbaal van onderzoek dat steeds noodzakelijk blijft ".

De tekst van artikel 3^4 zegt dat een bloedproef kan worden verricht "wanneer de bij de artikelen 1, § 1 (intoxicatie door alcohol) en 3 (dronkenschap) bepaalde misdrijven klaarblijkelijk zijn ".

Deze formulering geeft de in de memorie van toelichting vervatte bedoeling niet nauwkeurig weer.

De staat van intoxicatie door alcohol is eerst dan klaarblijkelijk, wanneer het bloedonderzoek dit heeft aangetoond.

.../...

In de tekst zelf zou het begrip van de indiciën dat in de memorie van toelichting is gebruikt, moeten worden overgenomen.

Dit artikel zou ook moeten bepalen op wie de bloedproef moet worden verricht. In verband hiermede verwijst de Raad van State naar zijn opmerking bij artikel 1, § 1, van het voorontwerp.

De onderstaande tekst zou de bedoeling van de Regering juister weergeven :

"Artikel 3 quater.-

Elke in artikel bedoelde beambte kan bij een verkeersongeval, wanneer in hoofde van de vermoedelijke dader van het ongeval (en desnoods van het slachtoffer ?) indiciën van overtreding van artikel 2^3, eerste lid, en van artikel 2^4 voorhanden zijn, een geneesheer opvorderen om op deze persoon (personen ?) een bloedproef te verrichten.

... (tekst van de Regering, voor het tweede en derde lid) ... ".

Artikel 3^5, eerste lid, bepaalt dat de ontleding gebeurt in een van de door de Koning "aangenomen" laboratoria.

In het derde lid van hetzelfde artikel kan gevoeglijk worden gezegd, dat de Koning de regelen inzake erkenning van laboratoria bepaalt.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 3 quinquies. - (laatste lid)

De Koning treft de verdere voorzieningen tot het organiseren van de bloedproef. Hij regelt onder meer de wijze waarop het bloedstaal wordt genomen, bewaard en ontleed, alsook de erkenning van de laboratoria".

Artikel 4.

Voor de in dit artikel vervatte machtiging tot coördinatie neme men het gebruikelijke, door de Raad van State aanbevolen formulier.

Voorts zijn de opschriften, die voor deze coördinaties zijn gekozen, niet zeer gelukkig : wat het woord "organieke" bij het opschrift van de wet op het vervoer als nut kan hebben, is niet duidelijk.

Voorgesteld wordt :

"De Koning kan enerzijds de bepalingen van de wet van 1 Augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer en anderzijds de bepalingen van de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de bestraffing van de dronkenschap coördineren met de uitdrukkelijke en stilzwijgende wijzigingen welke in deze wetten zijn of zullen zijn aangevat op het ogenblik waarop die coördinatie geschiedt.

.../...

Daartoe kan hij :

1° de volgorde en nummering der titels, hoofdstukken, afdelingen en artikelen van de te coördineren bepalingen wijzigen en ze volgens andere indelingen hergroeperen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen, wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;

3° met het oog op eenheid in de terminologie, de redactie van bovenbedoelde bepalingen wijzigen.

Aan de coördinaties zal respectievelijk de volgende titel worden gegeven :

"WETTEN OP DE VERKEERSPOLITIE, GECOORDINEERD DE ..." EN "WETTEN BETREFFENDE DE BESTRAFFING VAN DE DRONKENSCHAP EN VAN DE INTOXICATIE DOOR ALCOHOL, GECOORDINEERD DE...".

\+

\+ \+

Indien wordt ingegaan op het door de Raad van State gedane voorstel, de bepalingen van het ontwerp om te werken, dan wordt de tweevoudige machtiging tot coördinatie, vervat in artikel 4 van het ontwerp, practisch overbodig.

In dat geval, zou de volgende tekst kunnen worden aangenomen :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK VAN STRAFVORDERING, VAN DE WET VAN 1 AUGUSTUS 1899 HOUDENDE HERZIENING VAN DE WETGEVING EN VAN DE REGLEMENTEN OP DE POLITIE VAN HET VERVOER, EN VAN DE BESLUITWET VAN 14 NOVEMBER 1939 BETREFFENDE DE BETUGGELING VAN DE DRONKENSCHAP.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Verkeerswezen en van Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN IN HET WETBOEK VAN STRAFVORDERING.

Artikel 1.-

In het Wetboek van Strafvordering wordt een als volgt luidend artikel 44 bis ingevoegd :

.../...

"Artikel 44 bis.- Wordt de dader van de misdaad of van het wanbedrijf op heterdaad betrapt, dan kan de procureur des Konings een geneesheer gelasten de medische vaststellingen te doen omtrent de staat van dronkenschap van de vermoedelijke dader en, desnoods, van het slachtoffer (?) van het misdrijf, alsook van de getuigen (?)

Hij kan in dat geval een geneesheer opvorderen om een bloedproef te verrichten. De geneesheer legt de in artikel 44, tweede lid, voorgeschreven eed af.

Zo het optreden van de opgevorderde geneesheer er geen vertraging van ondervindt, kan de betrokkene op eigen kosten een geneesheer naar keuze bij de bloedproef doen aanwezig zijn".

Artikel 2.

Artikel 138, 6°, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 252 van 8 Maart 1936, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"6° ... (tekst van de Regering) ...".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGINGEN IN DE WET VAN 1 AUGUSTUS 1899.

Artikel 3.-

De artikelen 2 en 2 bis van de wet van 1 Augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, gewijzigd bij de wet van 1 Augustus 1924, worden door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Artikel 2[1].-

Overtreding van de verordeningen uitgevaardigd ter uitvoering van deze wet wordt gestraft met gevangenisstraf van één dag tot één maand en met geldboete van 5 frank tot 500 frank of met een van die straffen alleen.

De straffen worden verdubbeld :

1° bij herhaling binnen het jaar te rekenen van de dag waarop een vorig, in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling werd uitgesproken ;

2° zo het misdrijf bij nacht werd begaan.

Artikel 2[2].-

Elke bestuurder van een voertuig die, wetend dat hij oorzaak dan wel aanleiding van een ongeval is geweest, de vlucht neemt om zich aan de dienstige vaststellingen te onttrekken, wordt, zelfs wanneer het ongeval niet aan zijn schuld is te wijten, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met geldboete van 26 frank tot 1.000 frank, of met een van die straffen alleen.

Heeft het ongeval voor een ander slagen, verwondingen of de dood tot gevolg gehad, dan is de gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en de geldboete van 100 frank tot 5.000 frank, of wordt een van die straffen alleen toegepast.

Artikel 2[3].-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van 26 frank tot 100 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft, al wie op een openbare plaats een voertuig bestuurt

.../...

of een rijdier geleidt na alcoholische dranken in zodanige hoeveelheid te hebben gebruikt, dat het alcoholgehalte in zijn bloed op het ogenblik dat hij bestuurt of geleidt, ten minste 1,5 gram per duizend bedraagt.

Met dezelfde straffen wordt gestraft, al wie op een openbare plaats een voertuig bestuurt of een rijdier geleidt, minder dan twee uur nadat hij door een in artikel 4 bedoelde ambtenaar of beambte verzocht was zich er van te onthouden wegens vertoonde tekenen van intoxicatie door alcohol, en zonder wettige reden geweigerd heeft een bloedproef te laten verrichten.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder openbare plaats verstaan, elke voor het publiek toegankelijke plaats als bedoeld in artikel 14 van de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap.

Artikel 2^4.-

Met gevangenisstraf van vijftien dagen tot drie maanden en met geldboete van 100 frank tot 500 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft, al wie in staat van dronkenschap een voertuig bestuurt of een rijdier geleidt.

Artikel 2^5.-

Indien iemand, die bij toepassing van artikel 2^3 of van artikel 2^4 is veroordeeld, binnen drie jaar een van deze bepalingen opnieuw overtreedt, zijn de straffen :

1° bij overtreding van artikel 2^3, gevangenisstraf van een maand tot drie maanden en geldboete van 100 frank tot 500 frank of een van die straffen alleen ;

.../...

2° bij overtreding van artikel 2^4, gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en geldboete van 200 frank tot 1.000 frank of een van die straffen alleen.

In geval van nieuwe herhaling binnen drie jaar te rekenen van de tweede veroordeling, kunnen de hierboven bepaalde gevangenisstraffen en geldboeten worden verdubbeld.

Artikel 2^6.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van 50 frank tot 200 frank wordt gestraft, al wie een persoon die kennelijk dronken is of duidelijke tekenen van intoxicatie door alcohol vertoont, aanzet of uitdaagt tot het besturen van een voertuig of het geleiden van een rijdier.

Artikel 2^7.-

§ 1. Bij de veroordeling wegens overtreding van de politie van het vervoer of wegens verkeersongeval kan de rechter, voor zover het misdrijf of het ongeval aan het persoonlijk toedoen van de dader te wijten is, het verval van het recht tot het besturen van een voertuig of een luchtschip of het geleiden van een rijdier uitspreken, hetzij voorgoed, hetzij voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar :

1° zo een veroordeling wordt uitgesproken wegend doding of verwonding ;

2° zo de schuldige binnen twee jaar vóór het misdrijf drie veroordelingen wegens enigerlei overtreding van de verkeersverordeningen heeft opgelopen dan wel binnen vijf jaar tevoren veroordeeld werd wegens doding of tweemaal veroordeeld werd wegens slagen en verwondingen naar aanleiding van een aan zijn persoonlijk toedoen te wijten verkeersongeval.

§ 2. De rechter kan hetzelfde verval voor de hierna bepaalde duur uitspreken :

1° wanneer hij veroordeelt wegens het misdrijf omschreven in artikel 2^2, voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar, dan wel voorgoed, in het geval bedoeld in het tweede lid van dat artikel ;

2° wanneer hij veroordeelt wegens overtreding van artikel 2^3, voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden ;

3° wanneer hij veroordeelt wegens inbreuk op artikel 2^4, voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar.

In het geval bedoeld onder 3° hierboven, kan de rechter bovendien de overige, in artikel 10 van de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap bedoelde vervallenverklaringen en ontzettingen uitspreken.

§ 3. In de gevallen van herhaling als bedoeld in artikel 2^5 kan de rechter het verval van het recht tot sturen uitspreken voor een duur van ten minste een maand en ten hoogste twee jaar, dan wel voorgoed, wanneer de eerste veroordeling werd uitgesproken wegens overtreding van artikel 2^4.

.../...

In het geval van nieuwe herhaling als bedoeld in artikel 2^5, tweede lid, wordt het definitief verval altijd uitgesproken.

§ 4. Het verval gaat in de vijfde dag na die waarop het openbaar ministerie de kennisgeving aan de veroordeelde heeft gedaan.

Artikel 2^8.-

§ 1. Het verval van het recht tot sturen moet worden uitgesproken wanneer, naar aanleiding van een veroordeling wegens overtreding van de politie van het vervoer of wegens verkeersongeval te wijten aan het persoonlijk toedoen van de dader, de schuldige lichamelijk ongeschikt wordt bevonden tot het besturen van een voertuig of tot het geleiden van een rijdier; in dat geval wordt het verval uitgesproken, hetzij voorgoed, hetzij voor een termijn gelijk aan de waarschijnlijke duur van de ongeschiktheid, al naargelang deze blijvend dan wel voorlopig blijkt te zijn.

§ 2. Het verval van het recht tot sturen wegens lichamelijke ongeschiktheid gaat in, onverschillig of de beslissing al dan niet onherroepelijk is, bij de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak is gewezen en vanaf de betekening wanneer zij is gewezen bij verstek.

of

Wanneer het verval uitgesproken wordt wegens lichamelijke ongeschiktheid, kan de rechter bevelen dat zij ingaat vanaf de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak is gewezen en vanaf de betekening wanneer zij is gewezen bij verstek.

§ 3. Hij die wegens lichamelijke ongeschiktheid van het recht tot sturen vervallen is verklaard, kan na twee jaar om opheffing van het verval verzoeken zo aan zijn ongeschiktheid een einde is gekomen. Het verzoek wordt ingediend bij dagvaarding aan het openbaar ministerie voor het gerecht dat in laatste aanleg de maatregel van het verval heeft uitgesproken. Tegen de uitspraak van dit gerecht staat geen hoger beroep open.

Wordt het verzoek afgewezen, dan kan geen nieuw verzoek worden ingediend vóór een termijn van twee jaar te rekenen van de datum der afwijzing is verstreken.

Artikel 2^{9}.-

In alle gevallen waarin het verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, kan de rechter dat verval beperken tot de vervoermiddelen die hij aangeeft.

Artikel 2^{10}.-

De straf van het verval tot sturen wordt uitgesproken overeenkomstig de bepalingen van deze wet, zelfs wanneer bij toepassing van artikel 65 van het Strafwetboek de overige straffen die door deze bepalingen zijn voorgeschreven, niet worden uitgesproken.

Artikel 2^{11}.-

De straffen van verval worden altijd samengevoegd wanneer zij hetzelfde vervoermiddel betreffen.

.../...

Artikel 2^{12}.-

§ 1. De rechter kan tijdelijke oplegging van het voertuig bevelen in alle gevallen waarin het tijdelijk verval van het recht tot het besturen van een voertuig als straf wordt uitgesproken, voor zover het voertuig eigendom is van de dader van het misdrijf. Oplegging mag voor geen langere duur dan die van het tijdelijk verval van het recht tot sturen worden uitgesproken.

Hij kan verbeurdverklaring van het voertuig uitspreken wanneer het verval definitief is of ten minste zes maanden bedraagt.

§ 2. Artikel 43, eerste lid, van het Strafwetboek is niet van toepassing op de misdrijven omschreven in de artikelen 2^1 en 2^2.

§ 3. Bij tijdelijke oplegging worden op het voertuig de zegels gelegd of wordt het aan de ketting gelegd, een en ander op kosten en risico van de dader van het misdrijf.

Artikel 2^{13}:-

Artikel 9 van de wet van 31 Mei 1888 waarbij de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorwaardelijke veroordelingen in het strafstelsel worden ingevoerd, gewijzigd bij de wet van 14 November 1947, is niet van toepassing op het verval van het recht tot het besturen van een voertuig of luchtschip of tot het geleiden van een rijdier.

.../...

Artikel 2^{14}.-

Van elke rechterlijke beslissing waarbij het verval van het recht tot sturen uitgesproken wordt alsook van de duur van dit verval wordt melding gemaakt op de identiteitskaart voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 1 Maart 1950 of op het als zodanig geldend bewijs.

Artikel 2^{15}.-

Al wie het tegen hem uitgesproken verval niet in acht neemt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en geldboete van 500 frank tot 2.000 frank of met een van die straffen alleen; bovendien spreekt de rechtbank een nieuw verval uit, hetzij voorgoed, hetzij voor een duur van ten minste vijftien dagen en ten hoogste twee jaar.

Artikel 2^{16}.-

Elke persoon die een voertuig ter beschikking stelt van een bestuurder die hij van het recht tot sturen vervallen weet, wordt gestraft met ...

Bovendien kan de rechter, zo de dader eigenaar is van het voertuig, de tijdelijke oplegging of de verbeurdverklaring van het voertuig uitspreken, naargelang het door de bestuurder opgelopen verval minder dan zes maanden dan wel zes maanden bedraagt".

.../...

Artikel 4.-

In dezelfde wet worden een artikel 4 bis en een artikel 4 ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 4 bis.-

Elke in artikel bedoelde beambte kan bij een verkeersongeval, wanneer in hoofde van de vermoedelijke dader van het ongeval (en desnoods van het slachtoffer?)indiciën van overtreding van artikel 2^3, eerste lid,en van artikel 2^4 voorhanden zijn, een geneesheer opvorderen om op deze persoon (personen?) een bloedproef te verrichten.

Zo het optreden van de opgevorderde geneesheer er geen vertraging van ondervindt, kan de betrokkene op eigen kosten een geneesheer naar keuze bij de bloedproef doen aanwezig zijn.

Hij die zonder wettige reden weigert de bloedproef te laten verrichten,wordt gestraft met de in artikel 2^3 en 2^7, § 2, 2°, bepaalde straffen.

Artikel 4 ter.-

Het bloedstaal wordt ontleed in een van de door de Koning daartoe erkende laboratoria.

De persoon op wie de bloedproef is toegepast, kan op eigen kosten een tweede analyse laten verrichten, hetzij in het laboratorium waar de eerste heeft plaats gehad, hetzij in een ander door de Koning erkend laboratorium. In het eerste geval kan hij op de tweede analyse toezicht laten houden door een door hem gekozen technisch raadsman.

De Koning treft de verdere voorzieningen tot het organiseren van de bloedproef. Hij regelt onder meer de wijze waarop het bloedstaal wordt genomen, bewaard en ontleed, alsook de erkenning van de laboratoria.

Artikel 5.-

... (1)

.../...

(1) Bij artikel 7 van de wet van 1 Augustus 1899 wordt een verjaring van kortere duur dan de gemeenrechtelijke verjaring ingesteld. Ligt het niet in de bedoeling van de Regering deze speciale verjaring toe te passen op de nieuwe misdrijven die zij in de besluitwet betreffende de dronkenschap bepaalt en welke de Raad van State voorstelt in de wet op het vervoer op te nemen , dan dient daaromtrent voorbehoud te worden gemaakt, door een wijziging van artikel 7 van deze laatste wet.

Voorts verklaart de besluitwet betreffende de dronkenschap de artikelen 66, 67 en 69 van het Strafwetboek van toepassing op de misdrijven die zij instelt, wat voor de wet op het vervoer niet het geval is. Is de Regering voornemens die artikelen op de nieuwe misdrijven van toepassing te maken, dan dient dit in een bijzonder artikel nader te worden bepaald.

Tenslotte behoort de Regering de bepalingen van artikel 18 van de besluitwet betreffende de dronkenschap in de wet op het vervoer in te voegen, zo zij deze voor de nieuwe, in het kader van de besluitwet ingestelde misdrijven, wenst te behouden.

HOOFDSTUK III. - WIJZIGINGEN IN DE BESLUITWET VAN 14 NOVEMBER 1939.

Artikel 6.-

Artikel 3, eerste lid, van de besluitwet van 14 November 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.-

Zo de in staat van dronkenschap verkerende delinquent een bezigheid verricht welke ... (voorts zoals in de tekst van de Regering) ...".

Artikel 7.-

Artikel 10 van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10.-

Wanneer hij bij toepassing van deze besluitwet veroordeelt tot gevangenisstraf of tot een zwaardere straf, kan de rechter tegen de veroordeelde uitspreken:

1° het verval van het recht tot het waarnemen van het ambt van gezworene, voogd en gerechtelijk raadsman, voor twee tot vijf jaar;

.../...

2° het verbod dranken te verkopen of te slijten gedurende ten hoogste twee jaar, op straffe van gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en geldboete van 100 frank tot 500 frank voor iedere overtreding van dit verbod;

3° het verval van het recht tot het besturen van een voertuig of luchtschip of tot het geleiden van een rijdier, gedurende ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar.

Op het verval bedoeld in 3° hierboven zijn de artikelen 2^{7} tot 2^{16} van de wet van 1 Augustus 1899 van toepassing ".

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

CONCORDANTIETABEL - BEPALINGEN VAN HET REGERINGSONTWERP EN TEKST VAN DE RAAD VAN STATE.

werp van de Regering.	Ontwerp van de Raad van State.
W.S.V. art. 44 bis 138, 6°	W.S.V. art. 44 bis 138, 6°
1899, art. 2, § 1	W. 1899, art. 2^{1}
§ 2	art. 2^{7}, § 1
§ 3	art. 2^{8}, § 1
§ 4	art. 2^{8}, § 3
art. 2 bis, lid 1 en 2	art. 2^{2}
lid 3	art. 2^{7}, § 2, 1°
art. 2 ter	art. 2^{9},
art. 2 quater	art. 2^{13}
art. 2 quinquies, lid 1	art. 2^{8}, § 2
art. 2 quinquies, lid 2	art. 2^{7}, § 4
art. 2 quinquies, lid 3	art. 2^{14},
art. 2 sexties	art. 2^{11}
art. 2 septies	art. 2^{15}
art. 2 octies	art. 2^{12} en 2^{16}
art. 2 nonies	art. 2^{10}
W. 1939, art. 1 wordt art. 1 bis (art. 3, § 1, van het ontwerp)	Overbodig
art. 1, nieuwe §§ 1 en 2	art. 2^{3}, W.1899
art. 1, nieuwe § 3	art. 2^{7}, § 2, 2° W.1899
art. 2 (art. 3, § 3, van het ontwerp)	Overbodig
art. 3	art. 2^{4}, W.1899
art. 3 bis	art. 3, lid 1, B.W. 14.11.1939
art. 3 ter	art. 2^{6}, W.1899
art. 3 quater	art. 4 bis, W.1899
art. 3 quinquies ...	art. 4 ter, W.1899
art. 10	(art. 2^{7}, § 2, 3°, W.1899)art. 10, B.W. 1939
art. 10 bis, § 1	Overbodig
art. 10 bis, § 2	art. 2^{5}, lid 1, W.1899
art. 10 bis, § 3	art. 2^{7}, § 3, lid 1
art. 10 bis, § 4	(art. 2^{5}, lid 2, W.1899)art. 2^{7}, § 3, lid 2
art. 10 ter	Overbodig.

a chambre était composée de

essieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
e Heren : raadsheer van State, voorzitter,

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.